



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 567/DDPP/2014
portant mise en demeure

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU les dispositions de la directive européenne IED relative aux émissions industrielles ;
VU le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux dispositions communes aux contrôles et aux sanctions et notamment ses articles L. 171-7 et L. 171-8 ;
VU le livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances et notamment ses articles R. 515-82 II, R. 515-72 et R. 515-59 ;
VU l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2001 réglementant les activités de centre de transit d'huiles usagées exercées par la société SRRHU (devenue SEVIA) sur le territoire de la commune de SAINT CHAMOND, rue Michel Rondet, ZI du Clos Marquet ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 octobre 2014 établissant le défaut de transmission par l'exploitant du dossier de mise en conformité et du rapport de base prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-59 du code de l'environnement ;
CONSIDERANT que les dispositions applicables aux établissements bénéficiant de l'antériorité sur les rubriques 3xxx de la nomenclature des installations classées relevant de la directive européenne IED ne sont pas respectées ;
CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas donné suite au courrier de l'Inspection des installations classées en date du 16 mai 2014 lui octroyant un délai jusqu'au 15 août 2014 pour satisfaire à ces obligations ;
CONSIDERANT qu'au vu des éléments ci-dessus, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société SEVIA, dont le siège social est situé à ECQUEVILLY, ZI du Petit Parc, voie C, rue des Fontenelles 78920, est mise en demeure de produire et transmettre à l'Inspection des installations classées, avant le 31 décembre 2014, le rapport de base et le document de conformité prévus aux articles R. 515-81 et R. 515-59 du code de l'environnement, pour l'établissement qu'elle exploite à Saint Chamond, rue Michel Rondet, ZI du Clos Marquet 42400.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 :

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de SAINT CHAMOND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

04 DEC. 2014

Pour la Préfète
et par délégation
Le Secrétaire Général

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société SEVIA

ZI du Petit Parc

voie C rue des Fontenelles

78920 ECQUEVILLY

- Monsieur le maire de SAINT CHAMOND

- Inspection des installations classées DREAL – Unité Territoriale de la Loire

- Archives

- Chrono